

Brochure n° 3163

Convention collective nationale

IDCC : 1580. – **INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE
ET DES ARTICLES CHAUSSANTS**

■ *Journal officiel* du 10 février 2009

**Arrêté du 2 février 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective nationale de l'industrie de la
chaussure et des articles chaussants (n° 1580)**

NOR : MTST0902739A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1990 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 23 juin 2008, portant extension de la convention collective natio-
nale de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants actualisée du
7 mars 1990 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 6 octobre 2008 relatif aux salaires minima conventionnels,
conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 janvier 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de l'indus-
trie de la chaussure et des articles chaussants actualisée du 7 mars 1990, les

dispositions de l'accord du 6 octobre 2008 relatif aux salaires minima conventionnels, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/52, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.